

Lettre électronique du Centre de ressources Politique de la ville

36, bd Amilcar CABRAL, Imm. La Varangue, 97200 FDF.

BP 7222, 97277 Schoelcher cedex,

Pour publier un article sur des projets et actions de développement social urbain :

Tél. fax : 0596 686452, contact@villecaraibe.com

16 Octobre : Atelier 4 du Cycle de qualification sur les politiques de jeunesse

Intervenir en direction des jeunes les plus éloignés des institutions (8h à 13h- AFPA école Hôtel-Batelière, Près entrée Ozanam)

Programme : [Cliquez ici](#)

Agenda fin 2009

Novembre : Forum 2 sur la Médiation sociale (Restitution de l'étude / Pistes de travail)

Actualités

Etats généraux de l'Outre Mer (EGOM).

L'actualité est à la synthèse des Etats généraux, grand exercice de démocratie participative qui a fait émerger des propositions et des pistes en matière de développement martiniquais. Synthèse inspirée des Documents stratégique et de prospective que sont les Agenda 21 et le Schéma de Développement économique mais qui est aussi un recueil d'axes de développement et de propositions issues des différents ateliers et contributions diverses. Est-ce à dire que cela va accoucher d'un projet partagé et mis en œuvre ? Il faut l'espérer car l'heure est bien encore à la sinistrose. Ces ateliers ont

Pour retrouver le rapport général et les rapports par atelier :

<http://www.etatsgenerauxdeloutremer.fr/sites/default/files/Martinique-Synthese-Generale.pdf>

<http://www.etatsgenerauxdeloutremer.fr/blog-des-etats-generaux>

30 novembre au 2 décembre inclus : Formation-action « Compréhension et Prévention des émeutes urbaines »

14 -15-17 Décembre : 1ere session de Formation-action sur l'Observation sociale et territorialisée
Présentation : [cliquez ici](#)

2eme session en **Janvier** avec la sortie statistique INSEE infra communale (IRIS)

Atelier 5 du Cycle de qualification sur les politiques de jeunesse (Jeunesse et Education)

surtout révélé que si nous avons pu effectivement tirés depuis longtemps des diagnostics et des bilans plus ou moins partagés, nous pêchons dans la projection , l'adhésion et la mise en place opérationnelle de politiques de développement coordonnées (de projet collectif). Dans tout les domaines, on peut constater des actions et initiatives trop souvent isolées sans agrégations de moyens, ni interactions pour faire vraiment changer les situations. Ces Ateliers ont pu démontrer aussi la nécessité de trouver des espaces de débat public ouvert à tous.

Pour retrouver la contribution des acteurs de la politique de la ville dans la rubrique documentation du site internet:

<http://www.villecaraibe.com/docs/Contribution%20des%20acteurs%20de%20la%20Politique%20de%20la%20ville%20et%20du%20developpement%20social%20urbain%20issue%20de%20la%20rencontre%20debat%20du%2023%20avril%202009.pdf>



Rapport parlementaire sur la géographie parlementaire et interview de la secrétaire d'Etat.

Remise au 1^{er} Ministre du rapport parlementaire sur la géographie prioritaire qui insiste sur les "limites" de l'actuelle géographie prioritaire, "reposant essentiellement sur une logique de zonage" et souffrant d'un "empilement" des dispositifs. "(...) Surtout, la solidarité nationale devra désormais s'exercer en priorité en faveur des communes les plus en difficultés là où l'exercice des politiques de droit commun et de la solidarité locale ne suffit plus à répondre aux besoins locaux. A cette fin, le potentiel financier des communes doit également être pris en compte pour arrêter la liste des territoires prioritaires et pour proportionner le niveau d'intervention de l'Etat. Pour sa part, la Secrétaire d'Etat revient sur l'actualité de la politique de la ville dans une interview et affirme qu'elle est en désaccord avec ceux qui annoncent la fin des ZUS.

Pour télécharger le rapport sur le site de secteur public.fr : <http://www.secteurpublic.fr/public/article/politique-de-la-ville-d%E2%80%99une-logique-de-zonage-a-une-logique-de-contractualisation.html?id=22860&C5=233>

Pour accéder à l'interview de la Secrétaire Générale sur bondyblog.fr: <http://20minutes.bondyblog.fr/news/200909250159/fadela-amara-le-suicide-de-stephanie-a-france-telecom-m-a-plus-touchee-que-les-propos-de-brice-hortefeux-sur-les-arabes-3>

« Vivifier la forme urbaine » l'Atelier territorial de l'ADUAM

(Source France Antilles /Document de participants) Cet atelier organisé par l'Agence d'Urbanisme et d'Aménagement était constitué notamment d'un film de 52 minutes sur la ville vécue et les regards croisés d'habitants de Texaco, Floréal et de Trinité. Ce Documentaire conçu et réalisé par Véronique KANOR avec l'Agence d'urbanisme a permis de donner la parole aux habitants sur leurs pratiques, leurs difficultés, leurs espérances de l'urbain et du vivre ensemble. Deux tables rondes étaient organisées par la suite qui ont fait notamment émerger le besoin d'espaces publics et de lieux de vivre ensemble. Par ailleurs, des intervenants ont pu émettre des pistes pour une participation plus grande et une appropriation plus importante de l'urbain et des projets collectifs par les habitants. Il a aussi été fait état du manque d'espaces critiques, de confrontation d'idées et d'expériences sur la question de l'aménagement urbain également.

La question de l'*empowerment* et de la participation se retrouve ainsi dans différentes actualités : « les spécialistes des quartiers sont les habitants eux-mêmes ! ». Plus largement la démocratie participative devrait pouvoir se professionnaliser en Martinique comme ailleurs et les habitants devenir acteurs de leurs quartiers, de leurs villes, de leurs pays : en se mobilisant, en s'organisant, c'est le souhait qu'on pu émettre des participants...

Pour aller plus loin sur la question de la démocratie participative : « Démocratie participative - expériences, méthodes et connaissances » est un site internet -outil à votre service: <http://www.participation-locale.fr> http://www.participation-locale.fr/article.php3?id_article=21

Le Projet urbain participatif- Apprendre à faire la ville avec ses habitants, Philippe verdier, Modes d'emplois, ADELS, Revue Territoires, éditions Yves Michel, 2009

Faut-il s'inspirer du modèle américain de "politique de la ville" ?

Doit-on réinventer le système français de gestion des quartiers sensibles en s'inspirant de l'exemple "communautaire" mis en place aux Etats-Unis ? Alors que la recherche française est longtemps restée dominée par le spectre des dérives "à l'américaine", un colloque, organisé vendredi 25 septembre à l'Ecole normale supérieure (ENS) à Lyon, montre qu'une partie des sociologues observent désormais avec intérêt la capacité des villes américaines à mobiliser leurs habitants et à favoriser leur participation dans les quartiers difficiles. Et soulignent, a contrario, "la grande faiblesse" de la politique de la ville française. Pour télécharger cet article du Monde du 25 septembre : http://www.lemonde.fr/societe/article/2009/09/25/banlieues-le-modele-communautaire-americain-tente-les-sociologues-francais_1245102_3224.html#xtor=RSS-3224

« EMPOWERMENT » Quelle définition et transposition ? :

Le concept d' « empowerment », employé depuis des décennies aux Etats-Unis et émergeant récemment en France, sous-tend pour nous un rôle actif des populations dans les processus d'action publique au niveau local, notamment dans les quartiers « en difficulté ». Toutefois, on peut légitimement s'interroger : s'agit-il d'une nouvelle mode masquant les impasses de l'action politique et sociale ou d'un concept susceptible de rendre plus responsables, plus combatifs et plus créatifs les différents acteurs et, en premier lieu, les habitants eux-mêmes...?

http://www.ptolemee.com/cee/Contributions/COM_Dane.pdf

AGIR POUR LES JEUNES Le président Nicolas Sarkozy a dévoilé, ce mardi en Avignon, dans un IUT, le plan pour les jeunes, notamment en difficulté. Son montant global est estimé à 500 millions d'euros.

La mesure phare : l'extension du revenu de solidarité active (RSA) aux jeunes de moins de 25 ans qui ont travaillé au moins deux ans. Le RSA, qui pour le moment est réservé au plus de 25 ans, sera donc étendu aux moins de 25 ans qui pourront justifier d'au moins deux ans de travail sur une période de trois ans. Comme leurs aînés, les moins de 25 ans pourront donc toucher un complément de revenu sans limitation de durée, qui permet de cumuler une activité avec une aide.

Ces mesures s'inspirent du Livre vert, publié en juillet dernier, et qui regroupait 57 propositions issues de quatre mois de débats au sein de la commission sur la Jeunesse, présidée par le Haut Commissaire à la Jeunesse, Martin Hirsch.

Pour retrouver les mesures présentées :

Le Dossier de presse : http://www.lagenerationactive.fr/files/images/editor/Dossier_de_presse_PR_29_09_09.pdf

L'argumentaire Stratégie : http://www.lagenerationactive.fr/files/images/editor/Argumentaire_agir_pour_la_jeunesse.pdf

- Dans le cadre des Etats généraux en Martinique, une étude lancée par le Conseil Economique et Sociale Régional est en cours pour avoir le ressenti des jeunes et leurs aspirations et sera rendue publique en novembre selon le Rapporteur général Victor VAUGIRARD.

Politique de la ville à la CACEM : l'axe Sécurisation des transports dans le cadre du Contrat local de Sécurité Intercommunale

Pour répondre aux attentes des professionnels du transport collectif de la CFTU en matière de sécurité, le CLSI de la CACEM a mis en place une formation en prévention et gestion des risques en direction de 300 conducteurs receveurs et affrétés de la CFTU. Cette formation théorique et pratique sur deux ans doit leur permettre de gérer les ambiances conflictuelles et l'agressivité ; maîtriser les outils de prévention favorisant la diminution des actes de vandalisme ; connaître la réglementation en matière de sécurité routière ; gérer l'après conflit et permettre la reconstitution psychique ; éviter le conflit.

Le CLSI développe également plusieurs autres axes prévention de la délinquance, tels que sur l'errance et les addictions, l'alternative à l'incarcération, la maîtrise du territoire avec la mise en place de l'Observatoire de la délinquance.

Par ailleurs la CACEM au niveau du développement social et politique de la ville a fait émerger deux structures dans le cadre de sa priorité qui est l'insertion : la Mission Locale du Centre de la Martinique (MILCEM) et le PLIE d'agglomération porté par l'association ADEICEM. **Pour visiter le site internet de la CACEM** : <http://www.cacem.org/cms/index.php?id=312>

La définition de la pauvreté ne fait pas consensus en Europe sur Localtis

L'Insee publie, dans le numéro 421 de sa revue "Economie et Statistique" (septembre 2009), les résultats d'une étude sur les perceptions de la pauvreté en Europe. Intitulée "Qu'est-ce qu'être pauvre aujourd'hui en Europe ? : l'analyse du consensus sur les privations", elle s'appuie à la fois sur l'enquête "Standards de vie" réalisée par l'Insee en 2006 et sur l'Eurobaromètre 67.1, commandité en 2007 par la Commission européenne. Cette étude s'inscrit dans le mouvement de réflexion en cours sur la mesure de la pauvreté, encore illustré très récemment par la publication du guide de l'Union nationale des centres communaux d'action sociale (Unccas) sur les nouveaux indicateurs pour la connaissance locale de la pauvreté (voir notre article ci-contre du 9 septembre 2009). Il est vrai que 2010 sera l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Pour télécharger cette étude : http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ES421A.pdf



Guide pratique de l'ACSE contre les discriminations au logement *Le guide pratique pour prévenir les discriminations au logement s'appuie sur les actions menées à travers le Pripri (Programme régional d'intégration des populations immigrées), en 2007, en direction des acteurs du logement. Ce guide devrait permettre aux professionnels du secteur, qu'ils soient publics ou privés, de trouver un terrain d'actions communes afin de lutter contre les discriminations.* <http://www.lacse.fr/ressources/files/GuideLogement-14Spet.pdf>

La HALDE à la télévision avec "Flagrants délits" (28 septembre 2009)

Une série de 10 programmes courts est diffusée par France 3 à partir du lundi 28 septembre. La HALDE souhaite que la diffusion de ces programmes courts fasse ressentir à chacun le choc de la discrimination. Ces 10 épisodes de la série « Flagrants délits » retracent des situations et des lieux de notre vie quotidienne à partir de faits réels extraits de dossiers de réclamations.

La HALDE reçoit de plus en plus de saisines. Elle a déjà reçu près de 8 000 réclamations depuis janvier 2009 contre 8 700 pour l'ensemble de l'année 2008.

C'est dans l'emploi (50%) et en raison de l'origine (28%) que les plaintes demeurent les plus nombreuses avant l'état de santé ou le handicap (19%). Si les réclamations liées aux autres discriminations sont moins nombreuses, elles sont tout aussi injustes et douloureuses (sexe, âge, activité syndicale, religion, situation de famille, orientation sexuelle, situation de grossesse, apparence physique...).

Les préjugés et les stéréotypes à l'origine de la majorité des discriminations sont tenaces.

La HALDE va développer plusieurs actions d'information et de sensibilisation d'ici la fin de l'année. Des opérations de terrain pour aller à la rencontre de tous les publics seront prochainement présentées à Paris et à Bordeaux.

L'objectif : Rappeler que la discrimination est un délit et faire connaître les droits de chacun(e). L'autre mission de la HALDE est d'expliquer comment prévenir les [pratiques discriminatoires](#). C'est le sens des partenariats engagés notamment avec les entreprises et les collectivités territoriales et l'Etat. Les conditions d'une égalité réelle des chances dépendent de ces actions concrètes. [Retrouvez les 10 programmes courts en ligne sur le site de la HALDE :http://www.halde.fr/-Spots-televises-.html](http://www.halde.fr/-Spots-televises-.html)

Documentation :

Sur le site Internet du Centre de ressources, vous pouvez retrouver les comptes rendus des derniers travaux en Séminaire ou ateliers de qualification : rubrique documentation (<http://www.villecaraibe.com/documentations.html>)

-compte rendu de l'atelier sur les **outils méthodologiques pour la mise en place d'une politique de jeunesse** (Atelier 3 du cycle de qualification Politique de jeunesse animé par N. Chambron, sociologue) : [cliquez ici](#)

-compte rendu du Séminaire 1 sur « **la Lutte contre les discriminations à la lumière du contexte martiniquais** » (Intervenant Justin DANIEL et présentateurs d'acteurs de la lutte contre les discriminations) : [cliquez ici](#)

-Fiche d'expérience **Expérimentation Parrainage social**- Prix de l'innovation UNCCAS (CCAS de Trinité 2009) : [cliquez ici](#)

Sur le Site Internet de l'Observatoire de la Santé Martinique

-En cours Rapport Etat des lieux sur le handicap

-Le Rapport CAME mené en partenariat avec le Centre Information et de ressources sur les drogues et les dépendances (CIRDD) **Point de vue de la population sur le CRACK. Profils et trajectoires des usagers.**

Pour télécharger le rapport : http://www.ors-martinique.org/osm/telechargements/rapport_came.pdf

Ouvrages disponibles au Centre de ressources

(<http://www.villecaraibe.com/docs/Bibliographie.pdf>)

Penser et pratiquer l'accompagnement, Accompagnement et modernité. Georges WIEL et Georges LEVESQUE. Chronique sociale édition, Juin 2009

Penser et pratiquer la participation en économie sociale et en action sociale. Brigitte BOUQUET, Jean François DRAPERI, Marcel JAEGER, éditions DUNOD 2009

Des psychologues sur le front de l'insertion (soucis clinique et question sociale) , Christian LAVAL, edition Eres, 2009

Quand la démocratie locale se professionnalise... Rencontre de Profession Banlieue. Juin 2004



Prévenir les ruptures adolescents-institutions. Réflexion sur la Recherche-action. Sous la direction de Joelle BORDET INJEP 2009 Cahier de l'action N° 11

Pour une présentation sur le site de l'INJEP :

<http://www.injep.fr/Numero-11-Prevenir-les-ruptures.html>

Passeurs d'images : nouvel appel à projet sur la politique de la ville

A l'occasion de leur 6e édition du 17 au 19 décembre, au Forum des images, à Paris, les Rencontres nationales Passeurs d'images lancent un appel à participation et un appel à films. La thématique de cette année : l'action culturelle cinématographique et la politique de la ville. Au programme, le 17 décembre : Réflexions internes autour du dispositif et du nouveau protocole ; le 18 décembre : Accès à la culture et politique de la ville, avec une présentation de la dynamique Espoir banlieues, des débats autour de la culture et des actions culturelles audiovisuelles et cinématographiques dans les quartiers CUCS, présentations de projets et projections de films. En collaboration avec l'Acse ; le 19 décembre : Journée des jeunes, en présence de réalisateurs professionnels, dialogue entre films et groupes de jeunes participant aux ateliers. Films de moins de 30 min, sur support DVD ou mini DV, à envoyer avant le 15 octobre, à Rosine Bénard, (communication@kyrnea.com) sur le thème de la diversité culturelle ou du dialogue des cultures et/ou réalisés dans les quartiers « politique de la ville ». Contact : Kyrnea, 80, rue du faubourg Saint-Denis, 75010 Paris (01 47 70 71 71 - contact@passeursdimages.fr - Site web : <http://www.passeursdimages.eu/>



Le GIP –RAM (Réseau Addictions Martinique) organise les XVIIème journées Antilles Guyane d'alcoologie et autres addictions.

Le GIP-RAM est en charge depuis le 9 février 2006, de coordonner les actions de soins dans le domaine des addictions ; de soutenir les actions de prévention sur la thématique et de contribuer à l'amélioration des compétences des professionnels de santé du département.

Ces journées se dérouleront les 9 et 10 Novembre 2009 au Squash Hôtel, elles porteront sur le rôle des facteurs socioculturels et de l'entourage dans la pathologie et sur la nécessité d'un soutien psychosocial et de l'apport des associations et structures d'entraide.

Pour se renseigner : >GIP-RAM TEL : 0596 3943 49 / FAX 059634406

La Fondation d'entreprise Crédit social des fonctionnaires

S'adresse aux structures comme aux personnes qui travaillent dans un service public au sens large ou qui mettent en œuvre des missions de service public. Cette fondation a pour objet de promouvoir le service public à travers les femmes et hommes qui le composent, à travers les publications, colloques qui le font connaître. Elle soutient les projets sociaux portés collectivement ou individuellement par les agents des services publics et par les correspondants CSF.

LES DOMAINES D'INTERVENTION

- 1 L'accompagnement d'actions de formation et d'enseignement** pour des personnes qui rencontrent des difficultés afin de faciliter leur intégration au sein des services publics.
- 2 Le soutien aux actions innovantes** rendant accessibles les services publics aux personnes ayant un "handicap" notamment pour tout ce qui concerne le développement de l'autonomie dans les actes de la vie courante.
- 3 Le soutien aux ayants droit** d'agents des services publics décédés ou rendus invalides au cours de leur activité.
- 4 Le développement des actions solidaires** en direction des groupes d'économie sociale dans l'esprit de soutien au service public ou aux missions de service public.
- 5 Le soutien à des actions sociales** au bénéfice des agents de service public actifs, retraités et de leurs ayants droit.
- 6 L'organisation et/ou participation à des colloques et édition de publications** ayant pour finalité de développer une réflexion et une communication sur la place et le rôle des services publics.
- 7 Le soutien et la participation aux échanges internationaux** dans le domaine du service public.

Pour en savoir plus : <http://www.csf.fr/index.jsp?sousmenu=5501>

CSF Martinique

Tel : 05 96 73 43 74

Fax : 05 96 63 24 01

Pour publier un article, une présentation de projets, une information : contact@villecaraibe.com ou par téléphone /fax : 0596 686452

